

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	59	21

N° de la séance : 18

Objet de la délibération : Direction des
Finances - Règlement du coût du
traitement des déchets ménagers -
Convention avec UNIVALOM

<div><div><div><div></div></div><div>Original</div></div><div><div><div></div></div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div></div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>
--

N° Enregistrement : CC.2021.018

Date de la convocation : Le 16/02/2021
Certifié exécutoire compte tenu
de l'affichage en date du - 3 MARS 2021
de la réception s/Préfecture en date du - 3 MARS 2021
Pour le Président, La Directrice des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux

Laurence MALHERBE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 22 février 2021

L'an deux mil vingt et un et le 22 février à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Françoise THOMEL à Yves DAHAN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Elisabeth DEBORDE à Joseph CESARO, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO

ABSENTS :

Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Céline LAMBIN, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LOMBARDO,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la C.A.S.A. ;

Vu la délibération n°CC.106.04 du Conseil Communautaire en date du 26 juillet 2004 relative au transfert de la compétence « traitement et évacuation des déchets ménagers et assimilés » au Syndicat Mixte du SIDOM, qui exerce ses compétences en matière de traitement et d'évacuation des déchets ménagers et assimilés ;

Vu les statuts modifiés du Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets ménagers assimilés UNIVALOM en date du 23 juillet 2014, portant sur l'adhésion des Communautés d'Agglomérations de Cannes Pays de Lérins et du Pays de Grasse à UNIVALOM aux compétences obligatoires en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés et optionnelle en matière de gestion de déchèteries du Syndicat ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer, annuellement, les modalités de règlement du coût du traitement par valorisation énergétique ou recyclage de tous déchets ménagers confondus collectés par la C.A.S.A ou son prestataire, et remis au Syndicat Mixte de traitement pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM ;

La convention, dont le projet est joint à la présente délibération, a donc pour objet de fixer les modalités de règlement du coût prévisionnel du traitement par valorisation énergétique ou recyclage de tous déchets ménagers confondus collectés par la C.A.S.A, ou son prestataire, et remis au Syndicat UNIVALOM.

Elle fixe également l'échéancier pour l'année budgétaire 2021, ainsi que le montant prévisionnel du coût du traitement des déchets ménagers que la C.A.S.A devra verser au syndicat UNIVALOM, évalué à 13 599 020 Euros Toutes Taxes Comprises. Le détail des montants Hors Taxe, de Taxe sur la Valeur Ajoutée aux taux de 5,5 et 10% ainsi que Toutes Taxes Comprises correspondants est mentionné en annexe à la convention.

L'échéancier ainsi que le montant prévisionnel pour les années suivantes seront établis conjointement entre la C.A.S.A. et le syndicat en fin d'année budgétaire N, pour l'année budgétaire N+1.

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention tripartite conclue entre la C.A.S.A, le Syndicat Mixte de traitement pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM et le Service de Gestion Comptable d'Antibes relative au règlement du coût du traitement des déchets ménagers, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la gestion des déchets à signer ladite convention.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention tripartite conclue entre la C.A.S.A, le Syndicat Mixte de traitement pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM et le Service de Gestion Comptable d'Antibes relative au règlement du coût du traitement des déchets ménagers, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la gestion des déchets à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 22 février 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION TRIPARTITE CONCLUE ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS,
LE SYNDICAT MIXTE DE TRAITEMENT POUR LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS ET
LE SERVICE DE GESTION COMPTABLE D'ANTIBES
RELATIVE AU REGLEMENT DU COUT DU TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS**

Entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis** dont le siège social est située en Mairie d'Antibes, cours Masséna à ANTIBES (06600), et représentée par son Vice-Président délégué à la gestion des déchets, Monsieur Eric MELE, conformément à la délibération du Conseil Communautaire en date du 22 février 2021,

Désignée ci-après « **la C.A.S.A** » ou « **l'Ordonnateur** » ;

D'une part,

Et

Le Syndicat Mixte de traitement pour la valorisation des déchets ménagers (UNIVALOM), dont le siège social est situé Route de Grasse, à Antibes (Antibes), et représenté par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, conformément à la délibération du Comité Syndical ;

Ci-après désigné « **le Syndicat** » ou « **le créancier** » ;

D'autre part,

Et

Le Service de Gestion Comptable d'Antibes, Immeuble Le Chorus, dont le siège est situé 2203 chemin de Saint-Claude, à Antibes (06600), et représenté par le Trésorier Principal, Monsieur Bertrand FAURE ;

Ci-après désigné « **le Comptable** »

D'autre part.

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la C.A.S.A. ;

Vu la délibération n°CC.106.04 du Conseil Communautaire en date du 26 juillet 2004 relative au transfert de la compétence traitement et évacuation des déchets ménagers et assimilés au Syndicat Mixte du SIDOM, qui exerce ses compétences en matière de traitement et d'évacuation des déchets ménagers et assimilés ;

Vu les statuts modifiés du Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets ménagers assimilés UNIVALOM en date du 23 juillet 2014, portant sur l'adhésion des Communautés d'Agglomérations de Cannes Pays de Lérins et du Pays de Grasse à UNIVALOM aux compétences obligatoires en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés et optionnelle en matière de gestion de déchèteries du Syndicat ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer, annuellement, les modalités de versement des frais de traitement par valorisation énergétique ou recyclage de tous déchets ménagers confondus collectés par la C.A.S.A ou son prestataire, et remis au Syndicat Mixte de traitement pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de règlement du coût du traitement par valorisation énergétique ou recyclage de tous déchets ménagers confondus collectés par la C.A.S.A, ou son prestataire, et remis au Syndicat UNIVALOM.

Article 2 : MONTANT DES VERSEMENTS

Les versements seront effectués par la C.A.S.A. au Syndicat UNIVALOM, **conformément à un échéancier annuel N+1**, établi conjointement entre les deux parties, au mois de décembre de l'année N.

Ces versements constituent des avances sur les frais annuels de traitement des déchets ménagers.

Le Syndicat UNIVALOM produira en fin d'exercice de l'année N, un état global annuel :

- En cas de trop-versé par la C.A.S.A., à savoir s'il subsiste un écart positif entre les tonnages de déchets déposés par la C.A.S.A. et l'estimation annuelle qui avait été faite, le Syndicat UNIVALOM reversera le trop-perçu à la C.A.S.A., après émission d'un mandat, au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1 ;
- En cas de restant dû par la C.A.S.A, à savoir s'il subsiste un écart négatif entre les tonnages de déchets déposés par la C.A.S.A et l'estimation annuelle qui avait été faite, la C.A.S.A reversera le restant dû au Syndicat, après émission d'un mandat, au plus tard le 1^{er} mars de l'année N+1.

ARTICLE 3 : REALISATION DES VERSEMENTS

Le créancier, le Syndicat UNIVALOM, transmet **tous les mois**, à l'Ordonnateur, la C.A.S.A., **un titre exécutoire** conforme à l'échéancier **ainsi que le tableau des tonnages traités du mois M-1 (un mois de décalage)**.

L'Ordonnateur, la C.A.S.A, émet mensuellement un mandat autorisant le Comptable à payer la dépense dans les sept (7) jours maximum suivant la réception du titre exécutoire sur le portail Chorus.

ARTICLE 4 : ECHEANCIER POUR L'ANNEE 2021

La présente convention établit d'ores et déjà l'échéancier pour l'année budgétaire 2021, ainsi que le montant prévisionnel du coût du traitement des déchets ménagers que la C.A.S.A. devra verser au Syndicat UNIVALOM, évalué à 13 599 020 Euros.

Echéancier des versements de l'année 2021

ECHEANCES	MONTANTS
20 janvier 2021	2 401 870 €
20 février 2021	1 119 715 €
20 mars 2021	1 119 715 €
20 avril 2021	1 119 715 €
20 mai 2021	1 119 715 €
20 juin 2021	1 119 715 €
20 juillet 2021	1 119 715 €
20 août 2021	1 119 715 €
20 septembre 2021	1 119 715 €
20 octobre 2021	1 119 715 €
20 novembre 2021	1 119 715 €
Total	13 599 020 €

Dans le cas où l'échéance indiquée correspond à un samedi, dimanche ou un jour férié, le versement interviendra le premier jour ouvré suivant cette date.

Toutefois, à la fin de chaque année budgétaire N, au mois de décembre, un échéancier annuel N+1 sera établi et validé conjointement entre la C.A.S.A et le Syndicat UNIVALOM, pour une application dès le mois de janvier de l'année N+1, sans qu'il soit besoin d'avenanter la présente convention.

Le détail des montants Hors Taxes, de Taxe sur la Valeur Ajoutée aux taux de 5,5 et 10% et Toutes Taxes Comprises est mentionné en Annexe à la présente convention.

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION ET ENTREE EN VIGUEUR

Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur après signature par l'ensemble des parties, et notification au Syndicat UNIVALOM et au Centre des finances publiques d'Antibes par la C.A.S.A.

Elles demeurent valables tant qu'aucune des parties n'y met fin, par tacite reconduction à la date anniversaire de la présente convention.

ARTICLE 6 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

En cas de manquement aux obligations contractuelles, les parties pourront résilier sans indemnité la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve du respect d'un délai de préavis de trois (3) mois.

ARTICLE 7 : LITIGES

Pour l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre en cas de litige, à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait en trois (3) exemplaires originaux,

A Sophia-Antipolis, le

Pour la C.A.S.A,

Pour le Syndicat UNIVALOM,

**Pour le Service de Gestion Comptable
d'Antibes,**

**Eric MELE
Vice-Président
Délégué à la gestion des déchets**

**Jean LEONETTI
Président**

**Bertrand FAURE
Trésorier Principal**

Annexe : détail des montants Hors Taxes, de Taxe sur la Valeur Ajoutée aux taux de 5,5 et 10% et Toutes taxes Comprises

ANNEXE

Détail des montants HT, de TVA à 5,5 et 10% et TTC
du coût prévisionnel du traitement des déchets
par le Syndicat UNIVALOM à régler par la CASA en 2021

Mois	HT	TVA à 10%	HT	TVA à 5,5 %	TTC
janvier	1 000 000,00 €	1 100 000,00 €	1 234 000,00 €	1 301 870,00 €	2 401 870,00 €
février	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
mars	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
avril	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
mai	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
juin	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
juillet	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
août	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
septembre	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
octobre	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
novembre	430 000,00 €	473 000,00 €	613 000,00 €	646 715,00 €	1 119 715,00 €
Total	5 300 000,00 €	5 830 000,00 €	7 364 000,00 €	7 769 020,00 €	13 599 020,00 €

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 22/02/2021
Numéro : CC_2021_018
Nature : DE - Deliberations
Objet : Règlement du coût du traitement des déchets ménagers
- Convention avec UNIVALOM
Matière : 7.10 - Divers
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : YvJTkBo

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/03/2021
Identifiant : 006-240600585-20210222-CC_2021_018-DE

Acte reçu

Date : 22/02/2021
Numéro interne : CC_2021_018
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 10
Objet : Règlement du coût du traitement des déchets ménagers - Convention avec UNIVALOM
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210222-CC_2021_018-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_018-DE-1-1_2.PDF

N